

10

informations correspondance ouvrières

Regroupement, Inter Entreprise

SOMMAIRE

LES TRAVAILLEURS EN FRANCE	p I
Les grèves	
Remarques sur des victoires ouvrières	
LES TRAVAILLEURS DANS LE MONDE	p 5
Espagne , Grande Bretagne	
LIAISONS	p 6
PUBLICATIONS	p 7
L'EVOLUTION DES SYNDICATS	p 9
CORRESPONDANCE	p I2
DOCUMENTS	p I4
Ce que nous sommes ,ce que nous voulons	p I8

LE NUMÉRO

6,30 NF

mensuel

Numéro 9

JUIN 1962

CE QU'UN HOMME SEUL PEUT FAIRE.....

Un vieux militant anarchiste et pacifiste, qui, toute sa vie, a largement payé de sa personne, a fait la grève de la faim pour que les objecteurs de conscience - des opposants à la guerre- soient libérés et se voient garantir le droit d'être fidèles à leur idéal sans être traités comme des criminels.

Et son geste isolé réussit ce que beaucoup n'espèrent même plus d'une action collective: la presse, la radio sont forcés d'en parler, l'opinion est au courant, des manifestations s'organisent, des "personnalités" interviennent, le gouvernement libère des objecteurs et dépose un projet de loi.

A nous tous de comprendre la leçon. Notre pensée, notre action et nos luttes - personnelles et collectives- sont souvent, sans que nous le percevions comme tel, dominés ou orientés par ce qui mène la société capitaliste où nous vivons: l'intérêt et l'efficacité. Le découragement, la lassitude, les abandons, les doutes viennent souvent des espoirs déçus, de ce désespoir d'atteindre un résultat avant même d'avoir entamé quoi que ce soit, de ce refus profond de sacrifier une sécurité à une lutte que l'on juge d'avance incertaine.

Leçon de la vieille génération pour nous tous; dans notre société d'exploitation, il y a toujours des luttes à mener partout, et tout autant dans les conditions "normales" que dans les "grandes occasions". Avant d'attendre et d'exiger beaucoup des autres, commençons par exiger autant de nous mêmes dans tout ce que nous pouvons faire.

.....
INFORMATIONS CORRESPONDANCE OUVRIERES (regrouperont interentreprise)

CORRESPONDANCE: P. BLANCHIER - 13 bis Rue Labois Rouillon PARIS (19eme)

ABONNEMENTS : Un an - 10 numéros - 2,50 NF

VERSEMENTS : LEGRIS ccp 4560-49 PARIS

RENECOTE à l'adresse ci dessus

Le Gérant : P. BLANCHIER

les travailleurs en france

LA CGT VANTE LES GREVES TOURNANTES /

" Petit à petit, par leur lutte, les travailleurs obligent la direction à lâcher prise. La méthode est rentable. Elle coûte aux travailleurs et coûte cher au patron .

Car le patron préférerait, lui, la grève illimitée. Il fermerait son usine, préviendrait les clients d'un léger retard dans la production, et attendrait que les ouvriers, à bout de ressources soient contraints de reprendre le travail. Mais de cette façon, il ne sait ni où, ni quand les ouvriers vont frapper; sa production est désorganisée; il y a des retards, il perd de l'argent, et il n'a qu'un moyen de parer au grain: lâcher du lest ".

(extrait de la Vie Ouvrière, 25/4/62, à propos des grèves tournantes chez Jeumont, usine de St Denis).

LA REALITE:

Parmi bien d'autres, chez Renault, les grèves tournantes ont duré cinq mois sans résultat.

À Sud-Aviation, à Nantes, elles ont donné un lock-out de 13 jours, et un accord de salaire de 1,90'...

Et tant d'autres...

Mais les travailleurs commencent à comprendre que cela ne mène à rien.

Les journaux en parlent peu, mais il y a ce qu'ils appellent "une poussée sociale" difficile à contenir; l'action des syndicats à faire glisser tout vers les vacances est la tactique, mais ils doivent aller plus loin, et prendre des positions "contre" la grève.

Un peu partout en France, il y a des débrayages pour les salaires, pour les 4 semaines, de moins en moins de petits débrayages - 13 jours de grève à Uckange (Moselle- fonderie) grève perlée depuis 7 jours dans certaines mines de Lorraine- 1.200 ouvriers depuis 4 jours à Evian (eaux minérales) etc... Il y a surtout la S.N.C.F., l'E.D.F., les charbonnages (où la grève de 24h a été quasi totale) (avec de nouveaux débrayages dans le Sud-Est).

Alors que dans la suite logique des grèves de 24h l'idée d'une grève illimitée s'impose, des controverses opposent syndicats et partis sur la grève elle-même

DES VOIX AUTORISEES SUR LA GREVE

"Devant la résistance opposée par le pouvoir, certains éléments aventuriers- il y en a dans tous les syndicats- préconisent une grève illimitée. Actuellement, nous ne pensons pas qu'une grève des cheminots seuls ferai plier le gouvernement. Mais d'autres actions seraient aussi efficaces ". (Georges Séguy Secrétaire général de la Fédération CGT des cheminots -Humanité du 9/6/62).

"Pour vaincre la résistance opposée par le pouvoir personnel aux revendications ouvrières, une lutte de grande envergure est nécessaire dont il importe de créer les conditions pour qu'elle soit victorieuse ". (communiqué commun des Fédérations CGT- Cheminots, gaziers électriciens, mineurs - Humanité du 13/6/62).

Cette lutte de grande envergure, Séguy en a exposé les lignes en ces termes dans l'Humanité du 12/6/62:

"Certains journaux réactionnaires interprétant de façon tendancieuse nos propos lors de notre conférence de presse, nous prêtent l'intention de poursuivre l'objectif d'une grève générale, illimitée des trois corporations: cheminots, gaziers-électriciens, mineurs. Ils voudraient sans doute cristalliser l'attention sur cette perspective et contrarier ainsi des initiatives d'action sur lesquelles les travailleurs sont appelés à se prononcer démocratiquement.

" La manoeuvre était trop évidente pour que les cheminots s'y laissent prendre. A l'appel de la Fédération CGT, ils ont poursuivi la discussion des moyens d'action, dont ils organisent l'application dans l'unité...

"..Les cheminots souhaitent trouver par voie de négociations une issue au conflit qui les oppose au gouvernement, et à la direction de la SNCF".

"Aventuriers", " réactionnaires", les cheminots du midi et de partout, les travailleurs d'ailleurs qui pensent qu'actuellement et ils ont raison, qu'une action de grande envergure pourrait être engagée.

L'intervention de Thorez, au Comité Central de Bezons, le 31 mai, (Humanité du 5/6/62) avait donné le ton aux responsables CGT: " ...on oublie que l'action syndicale... je parle des méthodes de lutte dans l'entreprise elle-même l'action syndicale ne veut pas toujours dire la grève... Donc emploi de toutes les méthodes de lutte et tactique de grève intelligente... Je ne développe pas ces questions dans le détail. Des camarades en ont parlé et en parleront..."

C'est le même Séguy qui développe le détail en donnant la clé de l'attitude du PC, et de la CGT devant la grève illimitée. " Nous en mesurons le caractère, la portée. Nous savons qu'elle dépasserait rapidement les limites d'une simple action revendicative ".

En d'autres termes, il ne fait pas de grève qui puisse avoir des conséquences politiques. Nous avons dit cela à plusieurs reprises, en analysant les positions équivoques du PC, et de la CGT, dans les luttes au cours des dernières années. Il y avait la guerre d'Algérie, et la "menace fasciste" qui servait

de paravent. Quand nous disions que le PC et la CGT étaient les meilleurs soutiens de De Gaulle, parce que son attitude à l'égard des USA sert les intérêts de la politique russe actuelle, certains camarades ont protesté ou écrit. Quel est le sens- sinon celui-là de la politique actuelle de ces organisations à l'égard des luttes ouvrières.

Depuis quand les travailleurs font-ils la grève pour la grève, et se laissent-ils entraîner par des aventuriers? La seule force qui menace le pouvoir capitaliste, c'est celle des travailleurs: si une barrière se dresse entre les travailleurs et le pouvoir, si des organisations tentent de "discuter", alors que les ouvriers veulent agir, ces organisations sont des forces anti-ouvrières, pro-capitalistes, même si elles ont le visage d'organisations ouvrières, et entraînent les travailleurs.

Curieusement, des voix fort différentes viennent converger au même moment, dans une critique de la grève- semblable à celle qu'en fait Thorez: c'est François Poncet (une voix autorisée) qui déclare: " ce qui est nouveau, c'est le raffinement avec lequel les grèves sont menées...

C'est Armand, chef de file des technocrates, ancien directeur de la SNCF : " la grève des services publics met en cause le pouvoir. Les victimes de ces grèves, sont le public et l'autorité du pouvoir "

(c'est bien pour cela que Thorez n'en veut pas).

France-Observateur fait aussi chorus sous le titre " Les grèves ? Pourquoi faire?: "... La grève semble souvent un objectif en elle-même. Le mouvement risque de s'épuiser vite alors qu'il devrait être l'amorce d'une longue lutte sociale. Dans le secteur public, l'incohérence tend à devenir la règle ".

Qui est en retard? Les bureaucrates de toutes sortes, ou les travailleurs? Quand les syndicats et les partis ont besoin des travailleurs pour appuyer leur action politique et que les travailleurs ne marchent pas, on entend des lamentations sur l'embourgeoisement des ouvriers, sur leur mollesse, etc... Quand les travailleurs veulent faire la grève en contestant les décisions (c'est le cas des cheminots) autant que les salaires, et qu'ils se mettent en grève effectivement, sans prévenir, et qu'ils veulent continuer, alors la grève est incohérente, aventureuse, réactionnaire.... (on a déjà entendu cela dans les pays "socialistes").

Tout simplement parce que l'autorité du pouvoir, le pouvoir lui-même est menacé. En réalité le pouvoir menacé par "les grèves incohérentes" ce n'est pas le régime gaulliste (ils sont tous contre pour le remplacer par un autre régime où ils auront plus de pouvoir) c'est le pouvoir capitaliste, ou bureaucratique, c'est la base même de notre société.

C'est pour cela qu'il y a une levée de boucliers contre la "grève" pas les grèves des syndicats, mais la grève illimitée, qu'elle soit de la S.C.F. ou d'ailleurs.

LA LUTTE DES TRAVAILLEURS ET CELLE DU PARTI:

Le 18 juin, aux chantiers navals de Nantes, les ouvriers ont envahi les bureaux de la direction, enfonçant portes et fenêtres, brisant vitres et meubles. La direction voulait faire travailler de 18h à 1h du matin, pour compenser les heures de grève de l'E.D.F.: tous les pourparlers pour faire revenir sur cette décision et demandant le paiement des deux journées, avaient échoué.

Voici comment l'Humanité du 20 Juin présente les faits:

"... les travailleurs des Ateliers et Chantiers de Nantes ont débrayé et manifesté contre... le mode de récupération qu'elle (la direction) voulait imposer... L'attitude provocatrice de la Direction a entraîné par la suite, quelques incidents regrettables.

" A ce sujet, la section du P.C.F. des A.C.N. déclare:

" Le parti Communiste ne peut pas approuver certaines formes d'action motivées par la juste colère des travailleurs, mais pouvant nuire à l'unité du mouvement...

" Le Parti Communiste... appelle les travailleurs et les démocrates à s'unir... pour un régime démocratique véritable ..."

Les "incidents" de Nantes, sont d'autant plus "regrettables", que 12.000 ouvriers de Renault ont récupéré les deux jours de chômage E.D.F., dans la nuit de mardi à mercredi et samedi, malgré les "énergiques protestations de la C.G.T.". L'Humanité en parle dans la colonne à côté; on comprend pourquoi elle passe sous silence les raisons et l'action des travailleurs de Nantes. Cela pourrait servir de modèle.

ENCORE FIVES- LILLE:

Le 26 Janvier 1959, à la suite de la fusion des usines Fives-Lille, et Cail, à Denain 900 travailleurs étaient licenciés. Ceux-ci réagirent violemment mais au lieu d'occuper l'usine par exemple, comme à Decazeville, les syndicats épuisèrent la combativité et la solidarité de tous les ouvriers- licenciés ou non- dans des défilés pacifiques dans les rues : les licenciements furent maintenus.

Aujourd'hui, c'est à nouveau 850 travailleurs de Fives-Lille (sur 7.500) qui sont menacés de licenciement d'ici le 18 novembre. Et les syndicats entament les mêmes démarches qui avaient si bien réussi en 59. Licenciement structurel déclare un journal patronal. Les fabrications se transforment et on exporte beaucoup moins; les pays "sous-développés" s'équipent et fabriquent eux-mêmes certains éléments des usines construites par Fives-Lille; bientôt pleurent les patrons, on n'exportera plus que des techniciens. Ou des fabrications "délicates".

Nous touchons ici un problème important pour les pays industrialisés et la classe ouvrière elle-même: le développement industriel mondial amène des transformations profondes ici même, et place ces pays dans une sorte de crise permanente, dont les travailleurs subissent tout le poids.

REMARQUES SUR LES "VICTOIRES" OUVRIERES

Nous voulons simplement rapprocher ici trois faits apportés par l'actualité des luttes dans ces derniers mois, trois faits en apparence éloignés l'un de l'autre:

- les organisations essaient de tirer déjà la leçon des grèves spontanées des cheminots du Sud-Est: besoin d'une décentralisation syndicale, "les syndicats, à caractère trop étroitement national se révèlent peu adaptés à diriger les actions qui découlent de cette situation. Cela peut expliquer pourquoi elle leur échappe" (France-Observateur) (14/6/68). En d'autres termes, une grève qui échappe au contrôle des organisations suscite aussitôt des propositions pour créer ou aménager des institutions qui permettront le contrôle des travailleurs.

- Chacun se souvient de la grève de Decazeville, cet hiver (voir ICC - N° 5-6 - Février-Mars 68). Sa conclusion a été un accord sur les problèmes que pose la reconversion, conclu entre la direction des Charbonnages de France, et les Fédérations Nationales de mineurs de tous les syndicats. Cet accord ne concerne pas seulement les mineurs de Decazeville, mais s'appliquera aux mineurs des autres bassins français et à ceux de la communauté européenne. Comme l'écrivait "Le Monde": "il aura probablement pour effet d'éviter de nouveaux conflits du type de celui de Decazeville". Ainsi, une lutte ouvrière particulière (un seul et petit bassin minier) mais radicale, quant à ses buts et quant à sa forme aboutit en fin de compte à un aménagement qui dans l'esprit des interlocuteurs-syndicats et gouvernements- conduit à éviter le retour des grèves dangereuses pour la "bonne marche" de la société. Là encore, une lutte radicale - mais isolée - aboutit à mettre en place d'autres institutions (un cadre juridique que l'on appelle des "garanties"), qui permettent le contrôle des travailleurs.

- En Mai 1959, grève "sauvage" aux Aciéries de Pompey (près de Nancy - 3000 ouvriers). La CGT fit tous ses efforts pour faire rentrer tout dans "l'ordre" et y parvint au bout de cinq jours. Le patronat s'inquiéta beaucoup de ce qu'il considérait comme une grève d'un type nouveau. Un article de l'Express, 24 Mai 59, nous apprend la suite donnée dans le temps à cette grève: la constitution à partir des cadres, techniciens, et employés, d'une forte section syndicale CFTC - dont la "politique" sur le plan de l'entreprise est celle des tendances avancées de la CFTC. Ainsi, là aussi une lutte amène le développement d'une forme d'organisation qui tend à rendre plus "normaux" les rapports des travailleurs avec les directions d'entreprise: c'est dans cet exemple que la fonction présente du syndicat ten le mieux à se dégager.

les travailleurs dans le monde

ESPAGNE:

Nous donnerons dans un prochain numéro un article d'ensemble sur les grèves, en essayant de les placer dans le contexte de l'évolution économique et sociale en Espagne.

GRANDE-BRETAGNE:

La grève des usines Ford de Dagenham... (extrait du Monde 30/5/62)

"...révèle la toute puissance des délégués d'atelier en face de la carence des syndicats... Elle témoigne du mauvais état des relations sociales en Grande-Bretagne, ce pour une bonne part, à l'affaiblissement du mouvement syndical et à l'incapacité de ses leaders d'imposer leur autorité.

" En fait ce sont les "shop-stewards", les délégués d'atelier élus par leurs camarades, qui commandent, sans rendre de comptes aux chefs du mouvement. Ce sont en quelque sorte des sous-officiers qui ne seraient pas responsables devant leurs supérieurs. Leur force vient à la fois de leur dévouement, de la bureaucratie paralysante, de la hiérarchie syndicale, et aussi de la complicité des employeurs, qui en temps de prospérité n'hésitent pas à traiter directement avec eux, et à payer plus cher une main-d'oeuvre dont ils ont un besoin urgent...

"... La compagnie Ford, qui avec d'autres connaît une période difficile a décidé de renverser la vapeur. Elle refuse l'augmentation de 6% demandée par les syndicats, La compagnie a perdu environ 3 millions de livres à la suite des grèves. Elle invite les syndicats à mettre de l'ordre dans leur maison, et à discuter avec elle du problème des salaires.

"Pour le moment, la réponse des quatre cents délégués d'atelier a été de décider une grève d'avertissement de vingt quatre heures, considérant que la compagnie pourrait augmenter les salaires, puisqu'elle a réalisé 33 millions de livres de bénéfices l'an dernier, sans réduire les dividendes des actionnaires. En fait, Ford paraît décidé à engager une épreuve de force afin de briser l'autorité des "shop-stewards". Certains leaders syndicalistes modérés estiment qu'un des premiers changements à apporter serait de modifier la structure archaïque du mouvement syndical, et en particulier de créer un seul syndicat pour l'industrie automobile, comme aux Etats-Unis et en Allemagne. "

liciations

Réunion des camarades d'entreprise de PARIS, le 16 JUIN 1962.
II présents.

Echange d'informations sur la situation particulière dans les entreprises.

Un nouveau camarade parle longuement de grèves tournantes dans une moyenne entreprise de Paris (métallurgie), grèves qui se sont terminées par le licenciement des délégués et militants CGT (y compris le camarade qui expose ces faits). Celui-ci a essayé pour lui- de tirer les leçons de cette expérience, et pense qu'il faut

proposer aux travailleurs des formes plus générales d'action, mettre en oeuvre avant les luttes, la solidarité, tenter de savoir par des moyens appropriés, ce que veulent les ouvriers pour leurs revendications et pour leurs luttes ;

Dans la discussion, les camarades, d'après leur propre expérience, soulignent le caractère absolu de ces propositions le fait qu'elles ne correspondent pas à la réalité des entreprises. Le problème pour nous, n'est pas de rechercher des mots d'ordre "valables" à donner aux travailleurs, mais de mener avec les travailleurs les luttes qui se produisent là où nous sommes, en expliquant ce que nous en comprenons de leurs limites, de leur sens, dans la société où nous sommes.

publications

Nous donnons ci-après une liste des publications et revues dont nous avons pu avoir connaissance, ou que nous avons reçues. Ces ont les camarades qui ont lu ces textes qui expriment leur opinion.- laquelle n'est pas forcément celle de tous.

POUVOIR OUVRIER: (N° 40-MAIS 62- supplément à la revue SOCIALISME ou BARBARIE -42 R. René Boulanger-Paris-10è)

Sommaire: Procès Salan-Espagne- Grèves d'avril à la SNCF
Les 6 pages consacrées à la SNCF sont les meilleures que nous ayons lues. Elles reflètent bien les conditions de travail des roulants, où se situe l'exploitation dans l'entreprise moderne, la résistance à cette aliénation totale de la vie des travailleurs, les rapports entre roulants et cadres, entre les différentes catégories d'agents
Quant aux rapports avec les syndicats, nous disons:

" ...On ne pose pas le problème de légalité, on se fout que les Fédérations couvrent ou ne couvrent pas le mouvement; c'est la phase d'enthousiasme et la grève est efficace: le trafic marchandises qui représente 90% des recettes de la SNCF est complètement paralysé.

" Les responsables syndicaux qui larmoyaient sur "l'apathie" de la classe ouvrière sont stupéfaits. Ils s'aperçoivent non seulement que les gars ont débrayé sans en attendre l'ordre, mais

encore qu'ils manifestent une véritable satisfaction à désorganiser le transport ferroviaire.

" Aucune des revendications élaborées par les Etats-Majors syndicaux n'est avancée dans ce premier temps de la grève.

" Il y a seulement le refus des roulants de se laisser traiter comme des objets, la preuve de l'opposition inconciliable entre les méthodes de la direction et le désir des travailleurs. Les cheminots font cette preuve en mettant la pagaille dans l'organisation bureaucratique des chemins de fer. Ils se vengent de la vie qu'on leur fait mener depuis des années.

"Cependant, il apparaît tôt dans les discussions entre grévistes, le besoin de justifier la grève et une certaine gêne pour formuler des revendications adéquates. Finalement, c'est sur l'arsenal des revendications syndicales que les grévistes se rabattent. Les plus conscients d'entre eux, ont été les premiers à lancer la revendication des 40 heures, qui est un des mots d'ordre centraux de la C.G.T. Ces mots d'ordre ne sont d'ailleurs pas sans lien avec la situation actuelle dans la SNCF, et avec les conditions de travail des roulants. Disons seulement que la grève n'a pas démarré sur eux. Le fait que les cheminots les aient repris ne signifie pas un alignement pur et simple sur les positions syndicales; il a le sens d'une conscience des limites du mouvement par ses plus ardents artisans, et d'une utilisation sans illusion des organisations syndicales.

" Le raisonnement des grévistes a été : " puisque ça marche, profitons-en pour obtenir quelque chose ".

" L'emprise des syndicats sur le mouvement n'a été entièrement réalisée que le 25 lorsque la CGT et la CFTC ont organisé la journée d'action revendicative des cheminots que la FGAAC et la CGC ont appuyée. "

C.I.L.O. (Commission Internationale de Liaisons Ouvrières N° 19-Mars 62
R.F./CILO- 14 Rue de Tracy- Paris- 2ème).

Sommaire: Giovanna Berneri- USA- Un syndicat capitaliste (étude sur le syndicat des mineurs de J.Lewis) -Le Marché Commun et les Travailleurs grecs -Italie: où conduit le tournant- Vénézuéla: La Fédération paysanne prend ses distances- CUBA: la mort de Cienfuegos.

Cahiers des Amis de Han Ryner: (N° 65- Juin 62- 3 allée du Chateau, Les Pavillons-sous-Bois -Seine).

Solidarity for Workers' Power: (en anglais- E.Morse- 60 Hill Farm Whipsnade near Danstable) (Beds).
(Volume 2 N° 3).

articles sur la lutte des noirs aux USA- un cas de désobéissance civile en Angleterre-menace sur le droit de réunion- la lutte dans la classe ouvrière.

L'évolution des syndicats

" LES SYNDICATS OUVRIERS ONT, EUX AUSSI, LEURS CADRES "

Sous ce titre un article de la Vie Française (journal financier) analyse la fonction du syndicat et des responsables syndicaux, exactement comme on pourrait le faire d'une entreprise et des cadres. Il n'y a aucune "mauvaise intention" dans cet article mais simplement la constatation d'un état de fait, dont il nous appartient à nous travailleurs de tirer les conclusions.

" ...Ceux que la presse appelle "dirigeants", "responsables", "états-majors", "leaders", forment un véritable encadrement des travailleurs. Même s'ils n'ont pas, comme c'est le cas pour l'immense majorité d'entre eux, de diplômes et de titres, ils mériteraient ce terme, car il leur est beaucoup demandé...

"...Au-dessus des milliers de responsables d'entreprise, on ne trouve guère plus d'un millier de permanents dans des centrales comme F.O., ou la C.F.T.C. et un chiffre nettement supérieur à la C.G.T.

" C'est ce problème du renouvellement des cadres syndicaux doublé du besoin sans cesse croissant d'experts pour conseiller les dirigeants sur le plan économique, technique, juridique, qui amène les syndicats ouvriers à préparer la relève selon des formules propres à chacune des orientations.

" Les écoles de cadres se multiplient. Elles prennent une importance croissante. F.O. préfère accueillir des groupes de dirigeants constamment renouvelés pour disposer d'un encadrement local aussi large que possible. La C.F.T.C. tout en organisant, elle aussi, des décades d'études ouvertes à ses militants responsables sélectionne quelques hommes pour leur offrir une formation très poussée de plusieurs mois. La C.G.T. est plus portée à lier la formation politique à la formation professionnelle que les deux autres centrales. La C.G.O. organise des journées d'études où ses dirigeants viennent accroître leur formation générale au cours de larges échanges de vues.

"Au travers de ces diverses formules, on sent naître une sorte de technicien du syndicalisme, une espèce particulière de cadre. Pour le moment, les adhérents se méfient encore de ceux qu'ils ont tendance à appeler d'une manière un peu méprisante des "technocrates" ou des "fonctionnaires". Mais ils ne sont pas nombreux à vouloir prendre leur place. Aussi dans l'avenir, il existera peut-être en France, comme déjà aux Etats-Unis, des professionnels du syndicalisme capables de faire carrière dans les organisations ouvrières aux côtés des militants élus portés aux plus hautes responsabilités. des sortes de directeurs de cabinet à côté de ministres susceptibles eux, d'être renversés lors de congrès tumultueux. "

LES RAPPORTS DES SYNDICATS ET DU POUVOIR.

Sous le titre "Vers une nouvelle France" le quotidien "Le Monde" a publié une série d'articles sur l'évolution des structures politiques

et sociales en France, dont nous extrayons les passages suivants; ils montrent que, derrière la façade des programmes, des revendications et des actions bien dosées, une collaboration étroite s'instaure entre les technocrates et les responsables syndicaux: on voit ainsi se créer un pouvoir bureaucratique, encore mal défini à la fois quant à sa forme et quant à son poids réel dans la société capitaliste française.

"...Un autre trait spécifique du régime consiste dans l'emprise croissante de puissants groupes financiers ou d'intérêts, ainsi que des technocrates dans les rouages de l'Etat. Mais il convient d'ajouter aussitôt que, tandis que tout changeait autour d'eux, que leur propre situation se modifiait dans l'Etat, les grands lobbies et les technocrates ont eux-mêmes évolué..

"...Quant aux technocrates, ils méprisaient un Parlement brouillon et instable, souffraient de voir leur action déformée par les impératifs politiques hachée par les crises, mal comprise et plus mal admise encore par le pays.

"La Vè République a donné à ces technocrates la continuité dont ils rêvaient, accroissant considérablement leur efficacité réelle grâce à l'abaissement du Parlement, au secret qui les protégeait des interventions de l'opinion. Le dialogue s'est noué ou vite renforcé entre eux, et les hommes des grands lobbies, parfois issus eux-mêmes du service public, et qui savent présenter un dossier et construire une démonstration.

En d'autres temps, tel ou tel groupe financier aurait dû par exemple entreprendre une longue et subtile campagne d'opinion et de pression, promettre, menacer, séduire pour l'établissement des listes de libération des échanges, pour l'élaboration du plan, pour la création de parkings ou de bowlings, la fabrication d'avions ou de matériels militaires, etc... Encore chaque succès était-il longtemps fragile, toute décision risquant d'être remise en cause à chaque instant, voire portée sous la grande lumière des débats publics.

"Désormais, il lui suffit de convaincre et en principe un seul interlocuteur, de même niveau intellectuel et du même milieu. La décision prise, elle est aussitôt appliquée. Le technocrate, généralement passionné du service de l'Etat y trouve la satisfaction de faire jouer lui-même les leviers de commande qui répondent enfin pleinement et sans à-coups. Le financier y gagne beaucoup de temps parfois beaucoup d'argent.

"...Les technocrates, eux, ont fait aussi une autre découverte: ils sont entrés en relations d'abord circonspectes, puis confiantes, enfin étroites et constantes avec un nouveau venu, le jeune syndicalisme ouvrier et paysan. Les consultations, conférences, contacts, étaient à la fin du gouvernement Debré, fréquents et cordiaux entre certains éléments "technocratiques" des centrales et fédérations; bien des noms étonneraient et aussi des sujets débattus, malgré les affrontements publics d'ordre politique ou revendicatif.

" On comprend mieux qu'au temps des barricades ou du putsch, à Evian comme à Alger, financiers, technocrates et syndicats, n'aient jamais joué la Sixième République contre la Cinquième, qu'ils haussent les épaules devant les dynamiteros de Salan, les théories fumeuses de ses doctrinaires et se soucient peu, tout compte fait, des foudres du Général ou de certaines illusions de ceux qui le servent. Qu'on le veuille ou non, ils sont désormais intégrés à la direction politique du pays et

ils ne s'en laisseront pas expulser aisément. Il faudra compter avec eux et pour longtemps.

"...La dépolitisation, si elle existe s'exerce au stade de la décision puisque celle-ci échappe désormais à tout contrôle même indirect du corps électoral.

"...Mais on ne la rencontre guère parmi les nouveaux cadres qui sont plus aisément engagés et probablement plus représentatifs que les notables traditionnels. Elle est niée également par les militants de tant d'associations rurales, familiales, estudiantines, de tant de syndicats ouvriers paysans, d'enseignants, que ceux-ci tendent à se présenter comme un véritable système représentatif parallèle ou de remplacement."

C.G.T. et C.F.T.C. s'entendent avec la direction SIMCA

Tous les travailleurs de la région parisienne connaissent la politique de SIMCA: syndicat indépendant maison, pressions de toutes sortes pour "faire" les élections, renvoi systématique des militants syndicaux ou des ouvriers revendiquant tant soit peu. Plus que Citroën, c'était le modèle de ce qu'un patron de combat peut faire en matière syndicale.

Mais un patron de combat, modèle 1900. Car dans beaucoup d'autres grosses entreprises, les Directions modèle 1962 ont compris que le syndicat avait une fonction dans l'entreprise et pouvaient être utilisés pour aplanir la lutte de classe pour faire avaler l'exploitation. Aux U.S.A. l'exemple célèbre est celui des usines FORD à Détroit, qui après avoir pratiqué la politique dure, style SIMCA, se sont engagées dans l'utilisation du syndicat - pour leur plus grand profit.

Ce qui se passe chez SIMCA semble marquer un changement radical de politique à l'égard des syndicats traditionnels. La Direction a accepté de discuter avec un comité CGT-CFTC pour l'organisation d'élections "régulières". Un protocole d'accord a été mis au point qui permet aux syndicats d'exercer un contrôle, et de devenir les interlocuteurs valables à la place des syndicats "indépendants" (ou en concurrence avec eux).

L'Humanité du 5/5/62 écrit à ce sujet :

"Ici aussi la contrainte et la répression sont en perte de vitesse. Pour une bonne part, ceci est dû au courage et à l'opiniâtreté des militants syndicaux authentiques".

Et certains parlent même de victoire ouvrière.

Il n'y a pas de victoire, parce qu'il n'y a pas eu de lutte: jamais les syndicats n'ont essayé d'engager un mouvement pour se faire "reconnaître chez SIMCA". Pour arriver à ce but, ils ont utilisé les voies légales: formation d'un Comité juridique, intervention gouvernementale. Pour nous, il est significatif que les syndicats utilisent le pouvoir légal pour se faire admettre d'un patron et non le pouvoir des travailleurs. C'est bien dans la ligne du rôle des syndicats dans la société et de la nature actuelle de leur pouvoir.

Pour la Direction SIMCA, ce n'est nullement une défaite, puisqu'il n'y a pas eu de bataille. On ignorera les véritables motifs. Ils sont d'abord d'ordre économique immédiats: travailleurs qualifiés, hésitant à s'engager chez SIMCA ou

allant ailleurs, crainte qu'une campagne contre le "patronat SIMCA" ne nuise aux ventes de bagnoles.

Mais surtout à un certain niveau de la technique, il est impossible de maintenir les anciens rapports patronat-travailleurs; le simple souci d'obtenir un meilleur rendement amène le patronat à réviser ses positions traditionnelles, à tenter "l'association" des travailleurs en prétendant que la lutte de classes n'existe plus. D'une manière générale la Direction d'une entreprise capitaliste est réaliste. Dans la mesure où son autorité, son pouvoir n'est pas contesté (et il n'y a rien à craindre de ce côté de la part de la CGT et de la CFTC), elle est prête à renoncer à une politique et à en prendre une autre si celle-ci lui paraît meilleure pour la "prospérité" de l'entreprise, prospérité qui lui assure le maintien de ses privilèges en tant que direction et classe dominante.

mmmmmm

correspondance

- d'un camarade de Bretagne (qui parle des travailleurs agricoles de cette région):

...mais ces bougres, ces malheureux, ces exploités aient mieux vivre dans la crasse bourgeoise. On écouterait plus vite un gros propriétaire que moi, soit disant que c'est un homme simple, parce qu'il s'habille en bleu de chauffe, du premier de l'an à la St Sylvestre.

Des gros propriétaires font semblant devant les ouvriers d'être malheureux, et exploités, et si un ouvrier parle contre l'exploitation ou contre l'Eglise ou pour la cause des pacifistes anti-militaristes, ces propriétaires fonciers, "mal habillés" feraient tout en leur pouvoir pour s'en débarrasser. Souvent un ouvrier s'il tient trop tête contre tous ces fantômes: Etat, loi, religion, militarisme, exploitation des patrons, syndicats, enfin tout ce qui le gêne pour être un homme libre, tous ces lâches feraient le maximum pour se débarrasser de cet ouvrier récalcitrant de la façon suivante: 1) le signaler à toutes les autorités et le faire vivre sous la contrainte (et s'il est mal habillé, c'est un vagabond, il n'y a que le patronat qui a le droit de mal s'habiller); 2) Essayer de le signaler au psychiatre comme étant un objecteur de conscience ou de raison (donc anarchiste); 3) essayer de le provoquer dans les cafés et dans son travail, et le pousser à boire pour l'abêtir, et combien d'autres systèmes d'encadrement qui s'en suivent, avec les méthodes de la "Croix d'Or" catholique. Voici un exemple :

Je connaissais un militant qui est maintenant cuit pour la servitude. Ne buvant pas, il est devenu ivrogne et alcoolique. Aussitôt, on l'a envoyé se faire désintoxiquer et on lui a dit: " si on ne vous avait pas fait cela, vous auriez été en prison pour votre anti-militarisme." Depuis, ce militant suit avidement les réunions de la "Croix d'Or" catholique, et il dit lui-même que c'est pour son bien, donc cuit pour la servitude. Ce n'était pas un buveur (1/2 litre de rouge par jour) mais ce n'était pas un gars comme tout le monde, critiquant toutes les organisations sociales, non conformiste, pas de copains. Le patronat et les syndicats déclaraient qu'il était récalcitrant, qu'il ne voulait pas se syndiquer, ni faire d'heures supplémentaires. Et on l'a fait interner. "

- d'un camarade instituteur:

"Ily a longtemps que je voulais vous écrire que votre publication me plaît beaucoup. Je crois en effet qu'une rénovation de la classe ouvrière ne pourra exister que par des démarches et des actions vivants dans la base.

" Vous ne parlez pas des instituteurs. Que font-ils ces gars-là? Le syndicat national est une corporation bourgeoise et kollaboratrice. L'Ecole Emancipée est plus libre, mais pas complètement, car elle est aussi victime des tabous révés par les bons anciens éléments des Ecoles Normales d'instituteurs. L'Ecole Moderne Française de Freinet a un caractère plus technique Ses membres veulent rester "peuple" et s'accrochent de préférence au P.C., propriétaire ad vitam éternam de la classe ouvrière. Ajoutez à cela que le corps enseignant est en majorité féminin ce qui explique l'extraordinaire apathie de ceux qui devraient être les compagnons-guides des ouvriers.

"J'ai abandonné le syndicat il y a quelques années, quand le S.N.I. a étouffé la campagne que j'ai menée contre le danger pour les écoliers des examens radiologiques obligatoires. Finalement, les examens radios ont été arrêtés.

"Evidemment le danger radiologique existe pour les adultes. Et là aussi nous allons nous heurter au conformisme syndicaliste qui pour respecter la science la fige et refuse tout esprit critique quand on touche aux tabous scientifiques. Il faudrait aussi ajouter certaines connivences entre des syndicats ou partis et la médecine fonctionnarisée.

" Une institutrice de Carcassonne, munie d'un certificat d'examen clinique refuse de subir l'examen radiologique. Elle est poursuivie en justice. Elle pose pour les adultes la question que j'avais posée pour les écoliers. Je pense qu'il faut l'aider. Pouvez-vous m'aider en parlant de cette ligue?

- d'un camarade du midi:

... "L'Algérie, à Marignane, comme à Marseille c'est le flot de ceux qui se tirent. Je pense que cela est la détermination du grand Charles indiquant que l'on s'achemine vers ce qui a été décidé à Evian.

Les histoires autour de l'Europe liées audétachement vis à vis des U.S.A. vont évidemment provoquer beaucoup de remous. Mais rien d'explosif.

Les grèves en France, rien d'explosif non plus, me semble-t-il, car l'expansion permet des arrangements. C'est tout de même à suivre de près.

La situation en Espagne est plus lourde de possibilités: hypothèses (extrêmes) à ne pas négliger: toutes les fractions des classes dominantes intéressées à une entrée dans le Marché Commun, ou l'Europe, grande industrie, église, et peut-être des éléments franquistes, peuvent encourager en douce ou laisser se développer le mouvement pour faire un pas vers le nivellement (conditions de travail et de salaires) avec les pays du Marché Commun. Pression intérieure et internationale. Entre cette hypothèse et celle du mouvement spontané d'exploités poussés à bout, il y en a bien d'autres. Les communistes, les anars, les syndicalistes, les poumistes?

documents

En Allemagne de l'Est, les normes de production.

..."le relèvement des normes de production a toujours été une pierre d'achoppement du régime communiste allemand. Fixées à l'origine à un niveau assez bas, compte tenu de la sous-alimentation des ouvriers et de l'état des usines après la guerre, elles ont par la suite dépassées. Les chefs d'atelier n'avaient que le choix entre le paiement de primes excessives, ou le spectacle de la demi-oisiveté de leurs ouvriers. Le relèvement autoritaire des normes à l'époque de la mort de Staline, avait contribué à l'explosion de Juin 1953. Depuis, leur remise en question périodique, était l'objet de discussions laborieuses. Aujourd'hui, enfin, les dirigeants peuvent signifier aux ouvriers ce qu'ils attendent d'eux. Partout, dans toutes les usines et les administrations, on affiche les "engagements de production". (Produktionsaufbegot). Telle brigade s'engage à produire X% de plus, à consacrer moins de temps à la recherche des pièces de rechange, à renoncer à quitter l'usine avant la fin des heures de travail, etc... Les officiels reconnaissent eux-mêmes que cela "ne marche pas tout seul partout". Il faut "convaincre" les travailleurs, "encourager leurs initiatives". Dans certaines usines, celle de Treptow, par exemple, une première révision des normes avait eu lieu en mars-avril, la campagne des engagements de production ne fut donc pas bien accueillie. Mais les ouvriers n'ont plus le choix. Il leur faut s'exécuter. Encore y a-t-il souvent une dernière échappatoire. Il court à cet égard en Allemagne orientale l'histoire suivante: dans telle brigade le contremaître était arrivé à la conclusion que ses ouvriers pouvaient promettre d'atteindre sans difficulté 10% de production supplémentaire. Ils ne voulurent s'engager que pour 5%. Pourquoi demanda le brigadier? Il faut bien, répondirent-ils, conserver des "réserves" pour la campagne suivante."

- 1936 - LE FRONT POPULAIRE

(numéro spécial de l'Ecole Emancipée -I NF- ccp 8648-06 Parseille)

Sommaire: Le Front Populaire: ses conditions économiques et sociales (T.Broué) -de ses origines à sa faillite (Leandro) - La politique sociale du Front Populaire- Le S.N.I. et le Front Populaire (Valière) Trotsky et le Front Populaire -Quand les ouvriers occupaient les usines (Frouteau) - Conclusion: (Férand).

Bien qu'il y ait des points sur lesquels nous ne sommes pas d'accord, nous ne pouvons que conseiller aux camarades de lire cette brochure qui contient une bonne documentation de base et permet de discuter, pas seulement du passé, mais des problèmes actuels.

Ce sont ces passages qui nous paraissent actuels que nous citons:

" La victoire des nazis en Allemagne:

"...l'écrasante responsabilité historique des sociaux-démocrates et des communistes allemands: tandis que la crise portait à la classe ouvrière les coups les plus rudes, réduisant au chômage des millions de prolétaires, au désespoir toutes les classes moyennes prolétarisées, les socialistes allemands

se livraient à de misérables combinaisons parlementaires de soutien de gouvernements bourgeois, n'offrant aux travailleurs d'autres perspectives que celle de "se serrer un peu la ceinture" en attendant que tout aille mieux, et les communistes continuaient à concentrer leurs attaques sur les socialistes baptisés "social-fascistes" et minimisaient le danger nazi; leur journal Rote Fahne écrivait, le 15 septembre 1930, après que le parti de Hitler ait recueilli 6,4 millions de voix que la soi-disant victoire électorale des nazis marque le commencement de leur fin, et même l'arrivée de Hitler au pouvoir n'empêchait pas les dirigeants communistes allemands de prédire le triomphe proche et inéluctable du communisme. "

"La classe ouvrière face au fascisme " :

"...en 1934 c'est malgré leurs dirigeants socialistes et communistes que les travailleurs français en février, espagnols en octobre, s'efforçaient de construire un front de classe, un front ouvrier, comme instrument de riposte à l'offensive de la bourgeoisie et de son aile fasciste, comme réplique ouvrière dans la crise qui durait et poussait en définitive toutes les classes sociales à la recherche d'une solution nouvelle.

" En France, la manifestation des Croix-de-Feu le 6 Février 1934 est le signal d'alarme: le fascisme est à la porte, les fascistes sont dans la rue. Les organisations traditionnelles portent une responsabilité écrasante: les socialistes jusqu'au bout se sont compromis avec les politiciens radicaux corrompus; le P.C. continuant dans la ligne catastrophique des communistes allemands, a manifesté dans la rue avec les fascistes au cri de " A bas les voleurs".

"L'anti-fascisme:

"...Fidèle aux consignes de Staline, Maurice Thorez, secrétaire du P.C. déclarait le 15 juin 1934: " nous ne voulons pas croire un seul instant à la défense nationale. Nous en sommes restés nous, communistes à la phrase du Manifeste de Marx: "les prolétaires n'ont pas de patrie".

"Le 15 mars 1935, il affirme encore que les communistes ne laisseraient pas propager le mensonge selon lequel "les travailleurs de France se lèveraient pour répondre à une agression hitlérienne ".

"Mais le 19 Mai 1935, il déclare: " Le mot patrie... ne nous fait pas peur du tout. La patrie? Pourquoi pas ?"

Les communistes sont entrés dans leur politique de soutien de la défense nationale, d'ultra-patriotisme, de lutte contre le fascisme au nom de la "sécurité de la France" et le maintien du statu quo inter-impérialiste au nom de la "défense de la paix". Dans l'intervalle, Pierre Laval, chef du gouvernement français s'est rendu à Moscou, a signé le 2 Mai avec Staline le pacte franco-russe d'alliance défensive.

"Staline, à la demande de Laval qui souhaite le voir cesser l'action antimilitariste des communistes français, a fait connaître dans un communiqué: "qu'il approuve et comprend pleinement la politique de défense nationale faite par la France pour maintenir sa force armée au niveau de sa sécurité ".

"L'alliance ouvrière, le front unique des partis ouvriers à peine esquissés en 1934 seront par la volonté délibérée des dirigeants des deux partis, transformés en Rassemblement, puis en Front Populaire, coalition électorale constituée sur le programme du parti radical, dont les revendications économiques se réduisent à la "restauration de la capacité d'achat supprimée ou réduite par la crise à la lutte " contre le pillage de l'épargne, pour une meilleure organisation du crédit" et à "l'assainissement financier ".

"Objectif atteint":

"... il dépend de nous, et de nous seulement que toutes les leçons ne soient pas perdues qui nous enseignent que la classe ouvrière est régulièrement battue chaque fois qu'elle cesse de compter sur ses propres forces, chaque fois qu'elle renonce à ses propres objectifs de classe, qu'elle le fasse au nom d'un péril extérieur ou de la nécessité de ne pas effrayer des "classes moyennes", victimes du capitalisme, mais qui se détournent régulièrement de la lutte aux côtés de la classe ouvrière quand celle-ci ne leur propose que leur propre programme, leurs propres illusions dans l'Etat et la démocratie parlementaire, et en définitive, leur propre impuissance."

mmmmmmmm

LA LUTTE CONTRE LA BOMBE EN GRANDE-BRETAGNE :

En France, la guerre d'Algérie a fait passer au second plan ce qui, pour les travailleurs- et l'ensemble de la population des autres pays, est au premier plan: la compétition Est-Ouest et la menace atomique. En Grande-Bretagne notamment, il existe un mouvement puissant contre la bombe qui, après avoir épuisé les formes habituelles du pacifisme sentimental, évité l'écueil des propagandes de l'Est et de l'Ouest, dépassé l'action légaliste "toutes classes sociales réunies", commence à poser le problème de la guerre et de la bombe en terme d'action ouvrière.

Le tract dont la traduction suit, émane d'un sous-comité ouvrier du "Comité des ICC" qui mène la lutte contre la bombe.

" Vous voulez savoir... "

"Si nous interdisons la bombe, serons-nous sans défense?"

"Réponse: / "Défense" est un mot qui n'a aucun sens à l'ère nucléaire. La bombe d'Hiroshima, en 1945, tua 100.000 hommes ; les bombes produites maintenant sont des centaines de fois plus puissantes. Avec des armes de cette dimension tout bavardage sur la "défense" n'est qu'un trompe l'oeil. Comme nous avons des sous-marins nucléaires dans nos eaux, et des bases de fusées sur notre sol, nous sommes beaucoup plus vulnérables. Nous sommes une bonne cible en cas d'attaque. Prévenir la guerre est notre seul moyen de défense.

" La bombe prévient-elle l'agression et évite-t-elle la guerre?"

"Réponse: / le soit-disant "équilibre de la terreur" existant en ce

moment, peut-être rompu à n'importe quel moment, avec des conséquences dévastatrices. Une balance, c'est valable aussi longtemps que de chaque côté les choses se développent à la même cadence; quand d'un côté on pense qu'on a de l'avance, cela encourage à lancer une attaque. Aussi, il y a le danger de guerre par accident. Plusieurs fois cela est presque arrivé..... C'est seulement en montrant notre détermination de prévenir la guerre que nous pouvons espérer un monde pacifique.

" Si nous interdisons la bombe, y aura-t-il du chômage?"

"Réponse: / Non. Se débarrasser de la bombe signifie un changement, pas un arrêt de la production. Plus de 1.600 millions de livres sont dépensés chaque année en Grande-Bretagne en armements. Si tout cela était dépensé en maisons, hôpitaux, écoles, utilisations pacifiques de l'énergie atomique, comme à augmenter les salaires et retraites, le résultat ne pourrait être qu'une prospérité accrue pas une augmentation du chômage.

" Qu'est-ce que cela donnera si nous abandonnons la bombe et si les Russes ne le font pas?"

"Réponse: / Les politiciens de l'Est et de l'Ouest jouent au bord de l'abîme tout en menaçant nos vies depuis plus de 16 années. Tout ce qu'ils font est bavarder, bavarder, bavarder.

"Quand les discussions paritaires échouent, les travailleurs passent à l'action. Pour la situation internationale, c'est pareil. Le peuple de ce pays n'a pas plus d'intérêt à la guerre que celui de la Russie. Par notre action directe seule, désarmant nos propres politiciens, nous pouvons espérer encourager les peuples des autres pays à en faire autant.

" L'ALLEMAGNE avec la Bombe H est-elle un danger pour la paix?"

"Réponse: / A présent, il n'y a rien pour empêcher les armes nucléaires de se répandre dans tous les pays du monde. Si l'Allemagne la détient ce n'est pas plus dangereux que pour n'importe quel autre pays. De toute façon dire que les Allemands ne doivent pas avoir la bombe, quand nous l'avons nous-mêmes n'est que pure hypocrisie. Ceux qui nous rabattent les oreilles avec la menace allemande le font parce qu'ils ne veulent pas que nous comprenions qu'à l'ère nucléaire notre propre gouvernement est le plus grand ennemi.

"Que pouvons-nous faire?"

"Réponse: / Ce que nous ne devons pas faire est d'abandonner tout cela aux politiciens. Ils nous ont donné la mesure de ce qu'ils peuvent faire. La Bombe est produite par des travailleurs et ce sont eux qui ont le pouvoir d'arrêter sa fabrication. Toutes nos vies sont menacées par la politique de suicide de notre gouvernement. De la même manière que nous nous battons contre leur blocage des salaires, nous devons combattre leur "politique de défense" en utilisant la lutte ouvrière. Nous espérons voir la grève de tous les ouvriers travaillant pour l'armement. Mais notre but doit être de faire comprendre à nos camarades de travail l'idée que la lutte ouvrière doit être menée pour montrer notre opposition totale à la politique de suicide du gouvernement. "

Le but de notre regroupement est de réunir des travailleurs qui n'ont plus confiance dans les organisations traditionnelles de la classe ouvrière, partis ou syndicats.

Les expériences que nous avons faites nous ont montré que les syndicats actuels sont des éléments de stabilisation et de conservation du régime d'exploitation. Ils servent d'intermédiaires sur le marché du travail, et utilisent nos luttes pour des buts politiques et non pour les épauler et les coordonner.

C'est pourquoi nous pensons que c'est à nous-mêmes de défendre nos intérêts et de lutter pour notre émancipation. Mais nous savons que nous ne pouvons le faire d'une façon efficace en restant isolés. Aussi cherchons-nous à créer des liaisons effectives directes entre les travailleurs, syndiqués ou non, de différentes usines, entreprises ou bureaux. Ceci nous permet de nous informer mutuellement de ce qui se passe dans nos milieux de travail, de dénoncer les manœuvres syndicales, de discuter de nos revendications, de nous apporter une aide réciproque.

Cela nous mène, à travers les problèmes actuels, à mettre en cause le régime et à discuter les problèmes généraux, tels que la propriété capitaliste, la guerre, ou le racisme. Chacun expose librement son point de vue, et reste entièrement libre de l'action qu'il mène dans sa propre entreprise.

Dans les luttes nous intervenons pour que les mouvements soient unitaires, et pour cela, nous préconisons la mise sur pied de comités associant de façon active le plus grand nombre de travailleurs, nous préconisons des revendications non hiérarchisées, et non catégorielles, capables de faire l'unanimité des intéressés. Nous sommes pour tout ce qui peut élargir la lutte et contre tout ce qui tend à l'isoler. Nous considérons que ces luttes ne sont qu'une étape sur le chemin qui conduit vers la gestion des entreprises, et de la société, par les travailleurs eux-mêmes.